

Arrêt des bombardements et des tueries en Ukraine ! Retrait d'Ukraine des troupes de Poutine ! Arrêt de toutes les opérations militaires, d'où qu'elles viennent !

Avec sa confédération, l'Union Départementale Cgt-FORCE OUVRIERE de Loire-Atlantique condamne l'acte de guerre que constitue l'agression militaire décidée par Poutine en Ukraine, les bombardements et les tueries qui touchent durement les populations.

Elle exprime son soutien et sa solidarité à l'égard de la population, des travailleurs et de leurs syndicats. Comme cela est toujours le cas lors des conflits, ce sont les travailleurs de toutes les nations engagées qui sont les premières et principales victimes. Avec sa confédération, l'Union Départementale revendique le respect du droit d'asile pour les centaines de milliers d'Ukrainiens contraints à l'exil, comme pour tous les peuples victimes de la guerre.

L'Union Départementale salue tous ceux qui manifestent courageusement, en particulier en Russie, pour qu'il soit mis fin à cette guerre. Comme eux, nous exigeons le retrait des troupes russes d'Ukraine.

L'Union Départementale rejette le recours à la guerre pour résoudre les conflits et exige l'arrêt de toutes les opérations militaires, d'où qu'elles viennent. Elle rappelle que les sanctions économiques visant à asphyxier l'économie russe, décidées par Biden et l'Union européenne (sous la présidence de Macron), touchent en premier lieu les travailleurs russes – non l'oligarchie russe – et se répercuteront sur les travailleurs de toutes les nations d'Europe.

Comme le rappelait le théoricien militaire Carl von Clausewitz, « la guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens ». Derrière le bruit des bottes, on sent l'odeur du gaz ! Et c'est une nouvelle escalade guerrière qu'annonce l'augmentation des budgets militaires de tous les membres européens de l'OTAN à hauteur de 2 %

du PIB exigée par Biden, relayée par Macron et l'Union européenne. Tout cela au compte de qui, pour le compte de qui ?

Dans le même temps, les services publics sont démantelés. Faut-il rappeler que près de 18 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés par le quinquennat Macron, dont 5 700 en pleine période de covid-19 ? A l'heure où le coût de la vie ne cesse d'augmenter, l'Union Départementale refuse que la guerre en Ukraine soit le prétexte à une nouvelle hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie – notamment des carburants, dont le coût à la pompe se compose de près de 60 % de taxes.

L'Union départementale réaffirme sa revendication d'augmentation générale des salaires, ainsi que sa détermination à défendre l'ensemble de nos conquêtes sociales (Sécurité sociale, retraites...). L'Union départementale ne mettra donc pas son activité revendicative entre parenthèses : aucune « Union Nationale » n'est acceptable avec ceux qui piétinent les libertés et les conquêtes sociales pour abaisser le coût du travail et ainsi accroître les richesses d'une minorité. Aucune « Union sacrée » avec les gouvernements fauteurs de guerre¹.

Nantes, le 7 mars 2022

¹ L'Union Départementale rappelle que les intérêts des salariés coïncident rarement avec ceux des gouvernements et des patrons. Les travailleurs ukrainiens et leurs syndicats en ont d'ailleurs fait le cruel constat avec la « réforme » du travail dans la dernière période, marquée par des violations systématiques du droit du travail, comme en attestent les rapports de l'OIT et la plainte en cours des syndicats ukrainiens devant les organes de contrôle de l'OIT.